



Rapport financier 2021 du Département

SOMMAIRE

Préambule	page 3
Les grandes masses financières 2021	page 4
Les principaux équilibres et ratios financiers illustrés et commentés.....	page 6
Analyse financière des comptes du Département	page 17
Annexes.....	page 21

PREAMBULE

Le budget consolidé du Département de l'Isère comprend :

- **le budget principal, objet du présent rapport (nomenclature M52),**
- et 5 budgets annexes, destinés à distinguer la comptabilité de certains services locaux spécialisés (synthèse des comptes en annexe 1) :
 - o boutique des musées (nomenclature M52),
 - o laboratoire vétérinaire (nomenclature M52),
 - o réseau Transisère (nomenclature M43, spécifique aux transports),
 - o cuisine centrale (nomenclature M52),
 - o aménagement numérique (nomenclature M4).

Le contexte financier et social des Départements en 2021

Dans un contexte financier de nouveau favorable aux collectivités territoriales, malgré la crise économique et sociale, la Cour des comptes¹ souligne, à propos des Départements, une « embellie de leur situation financière grâce à des recettes fiscales d'un niveau exceptionnel » :

⇒ « La situation financière des départements s'améliore nettement en 2021. Elle s'avère même meilleure que celle d'avant crise. Cette embellie résulte du niveau record des recettes de droits de mutation à titre onéreux (+ 27,0 %, soit + 3,0 Md€) et de la baisse du revenu de solidarité active (- 0,1 %). Les résultats de l'exercice 2021 confirment la forte sensibilité des finances départementales à la conjoncture économique. La forte progression de leur capacité d'autofinancement a permis aux départements d'accroître leurs dépenses d'investissement (+ 10,0 %). »

La situation financière et sociale du Département de l'Isère en 2021 *(données et mode de calcul DGCL à partir des comptes de gestion)²*

⇒ En 2021, les charges de fonctionnement augmentent fortement dans ce contexte de crise (+4,9 %). Les dépenses sociales (y compris le personnel) représentent 68 % des charges de fonctionnement, en hausse de +4,5 %. Les recettes de fonctionnement restent dynamiques (+6,8 %), en particulier les droits de mutation, en hausse de +27,7 % hors prise en compte de la péréquation interdépartementale. En conséquence, l'épargne brute croît de 17 %, mais moins que la moyenne des Départements (+44,2 %)² Elle permet un moindre recours à l'emprunt (-18,2 %) pour financer les dépenses d'investissement, en légère baisse (-1,4 %).

⇒ Son fort niveau d'épargne et sa capacité de recourir à l'emprunt, en raison d'un faible endettement (très bonne capacité de désendettement située à 2 ans), ont permis au Département de l'Isère de maintenir un niveau d'investissement élevé malgré un contexte économique et social tendu.

¹ Les finances publiques locales 2022 – Cour des comptes – juillet 2022

² Rapport de l'observatoire des finances locales – DGCL – juillet 2022

LES GRANDES MASSES FINANCIERES 2021 DU DEPARTEMENT DE L'ISERE³

Données et mode de calcul du compte administratif (CA)

En 2021, les recettes totales (fonctionnement et investissement) du budget principal du Département s'élèvent à 1 503,4 M€ pour 1 504,9 M€ de dépenses (hors résultats antérieurs).

Les recettes de fonctionnement sont arrêtées à 1 369,0 M€ et les dépenses de fonctionnement à 1 139,4 M€.

L'épargne brute s'établit donc à 229,6 M€, en hausse de +20,6 % par rapport à 2020, du fait d'une forte croissance des recettes (+7,3 %), et d'une croissance moindre en dépenses (+5,0 %).

Le Département a réalisé 310,6 M€ de dépenses d'investissement, hors remboursement de la dette et hors OCLT⁴, en baisse de -1,2 % par rapport à 2020. Les dépenses d'équipement directes et indirectes s'élèvent à 263,1 M€, dont 146,5 M€ en crédits de paiement sur autorisations de programme (AP). Cette procédure permet à l'assemblée départementale de délibérer sur des projets réalisables sur plusieurs exercices. Au 31 décembre 2021, les autorisations de programmes (AP) votées atteignaient 1 744 M€, dont 530 M€ de stock restant à financer.

L'écart constaté entre les recettes et les dépenses totales, -1,5 M€, impacte le fonds de roulement, celui-ci passant de 72,1 M€ à 70,6 M€ au 31 décembre 2021.

Le Département de l'Isère conserve une situation financière saine. Il présente notamment un taux d'endettement (32,7 %) moins élevé que la moyenne des Départements de la même strate (48,6 %) (mode de calcul DGCL).

³ Données du compte administratif

⁴ Ouverture de Crédit Long Terme (crédit type revolving)

Définition des concepts financiers

La section de fonctionnement enregistre les opérations courantes qui se renouvellent régulièrement et constituent des charges ou des produits à caractère définitif (subventions de fonctionnement à des organismes extérieurs, charges de personnel, fournitures, intérêts des emprunts).

La section d'investissement retrace les opérations relatives à la dette et au patrimoine, soit du Département lui-même (acquisitions, ventes, travaux), soit de tiers (subventions d'équipement versées). Ces opérations sont souvent étalées sur plusieurs années et peuvent être financées par l'emprunt.

L'épargne de gestion est la différence entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de gestion de l'année (dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette).

L'épargne brute est la différence entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement de l'année. Cet excédent dégagé sur le fonctionnement contribue au financement de la section d'investissement.

L'épargne brute d'une collectivité peut être rapprochée de la capacité d'autofinancement d'une entreprise.

Le taux d'épargne brute se définit comme le rapport de l'épargne brute aux recettes réelles de fonctionnement. Il est exprimé en pourcentage.

L'épargne nette est l'épargne brute moins l'annuité en capital de la dette.

Le fonds de roulement au 1^{er} janvier correspond au cumul des excédents ou déficits constatés sur les comptes administratifs des années antérieures.

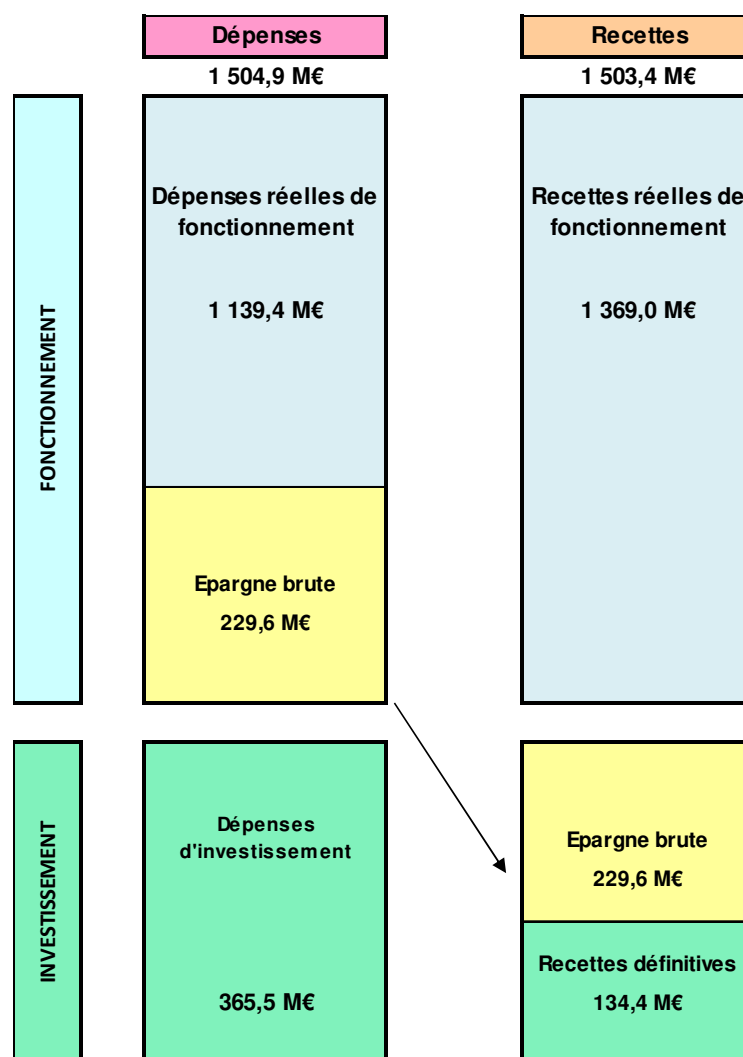
Au 1^{er} janvier, le fonds de roulement équivaut au fonds de roulement au 31 décembre de l'exercice précédent.

Le taux d'endettement mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse. Il se détermine par l'encours de dette rapporté aux recettes réelles de fonctionnement.

LES PRINCIPAUX EQUILIBRES ET RATIOS FINANCIERS

Données du compte administratif

1 - le schéma d'équilibre général pour 2021



(*) Données du compte administratif, hors reprise des résultats antérieurs

Les recettes totales du budget principal du Département, qui s'élèvent en 2021 à 1 503,4 M€, sont composées à 91,1 % des recettes de fonctionnement (1 369,0 M€).

Les recettes d'investissement atteignent 134,4 M€ et sont constituées essentiellement des participations et subventions reçues (39,3 M€) et par le tirage de l'emprunt (95,0 M€ dont 5,0 M€ sur OCLT⁵).

Les dépenses totales du Département s'établissent à 1 504,9 M€, dont 1 139,4 M€ de dépenses de fonctionnement.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 365,5 M€ dont 310,6 M€ hors remboursement de l'emprunt bancaire. Elles sont essentiellement constituées de dépenses d'équipement directes (59,3 % soit 184,3 M€) et d'aides aux tiers (25,4 %, soit 78,8 M€).

⁵ Ouverture de Crédits Long Terme

2 - les recettes de fonctionnement en 2021

⇒ Une hausse des recettes liée à une fiscalité dynamique

Les dotations de l'Etat sont en légère baisse. La dotation globale de fonctionnement (DGF) diminue de -0,3 % comme entre 2019 et 2020, à périmètre égal (recentralisation sanitaire). La dotation générale de décentralisation (DGD) reste stable à 6,2 M€.

Les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) sont particulièrement dynamiques en 2021, en hausse de +27,7 % par rapport à 2020 après une baisse de -2,3 % entre 2019 et 2020 liée au contexte de crise sanitaire et économique.

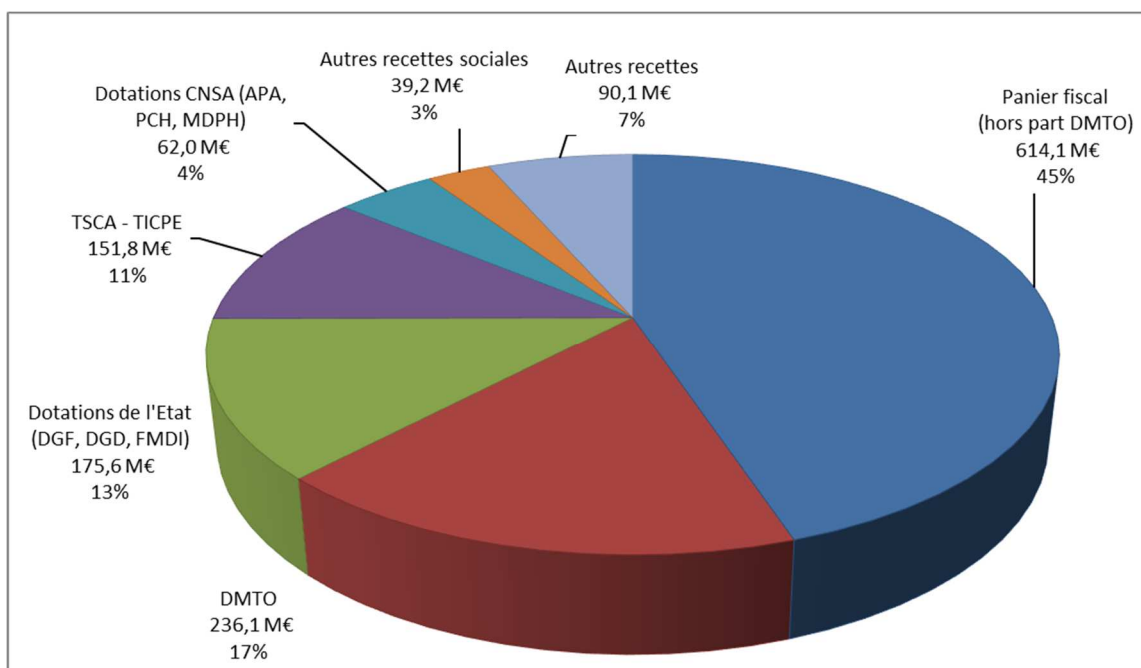
Suite à la réforme de la fiscalité directe remplaçant la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), transférée aux communes, par une part de TVA, l'année 2021 est une « année blanche ». La fraction de la TVA est égale au produit perçu en 2020, privant la collectivité de la dynamique de ses bases (perte estimée à 6 M€ pour 2021).

Le Département voit ainsi son levier fiscal limité au taux sur les droits de mutation.

Les composantes du nouveau « panier fiscal » sont constituées par :

- une fraction de TVA nationale dont le montant sera égal en 2021 au produit résultant de l'application aux bases départementales de TFPB de 2020 du taux de TFPB adopté en 2019 par le Conseil départemental, auquel s'ajoutent les compensations de TFPB versées en 2020 et la moyenne des rôles supplémentaires perçus entre 2018 et 2020. Cette fraction de TVA évoluera chaque année comme l'imposition nationale. Cette ressource s'élève en 2021 à 286,9 M€ pour l'Isère,
- les impôts économiques : cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et une imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER). La CVAE, dont la dynamique est impactée par la crise sanitaire, subit une inflexion de -1,2 % en 2021 après une hausse de +5,1 % entre 2019 et 2020,
- le reversement d'une part de taxe sur les conventions d'assurance (TSCA),
- des dotations budgétaires de l'Etat : une dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) et un versement au titre du fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) viennent assurer, pour chaque Département, la reconstitution du panier de ressources à la valeur 2010. Entre 2017 et 2019, la DCRTP, initialement figée, a finalement été intégrée dans les variables d'ajustement des lois de finances (-10,5 % sur la période soit -13 M€ en perte cumulée). En 2021, elle accuse une légère baisse (-0,2 %).

⇒ Structure et répartition des recettes de fonctionnement en 2021



■ Le produit des contributions directes et de la fiscalité compensée suite à la réforme de la taxe professionnelle puis de la TFPB (« panier fiscal »), s'élève à 614,1 M€ (594,1 M€ en 2020 hors part DMTO, soit +3,4 %) :

- Fraction de TVA nationale : 287,0 M€,
- CVAE : 87,0 M€ (-1,2 %),
- IFER : 11,7 M€ (+2,2 %),
- TSCA : 130,6 M€ (+18,0 %),
- DCRTP : 40,8 M€ (-0,2 %),
- FNGIR : 35,4 M€ (dotation figée),
- Frais de gestion de la TFPB : 15,0 M€ (-0,3 %),
- Allocations compensatrices de fiscalité : 5,6 M€ (-9,2 %),
- Diverses régularisations : 1,0 M€.

La fiscalité directe et compensée représente 45 % des ressources de fonctionnement. La fraction de TVA, en remplacement de la TFPB transférée aux communes, représente environ 21 % des recettes de fonctionnement en 2021.

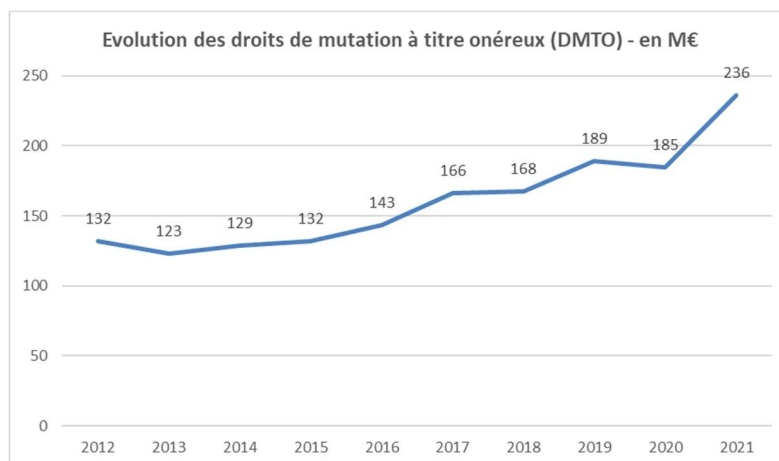
■ Le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) est fixé par la loi de finances initiale. Pour l'Isère, le montant de la DGF 2021 atteint 163,9 M€, soit -0,8 % par rapport à 2020. A périmètre constant, la compétence « maladies respiratoires » étant désormais versée au titre d'une dotation spécifique, la DGF baisse de -0,3 %. La dotation globale de décentralisation (DGD), reste stable à 6,2 M€.

Des dotations, versées par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), ont été créées en 2006 pour compenser les charges financières consécutives à la création dans chaque Département d'une maison départementale des personnes handicapées (MDPH) et au versement d'une allocation de prestation du handicap (PCH). Elles s'élèvent à 15,4 M€ en 2021. La CNSA verse également une compensation pour l'allocation personnalisée d'autonomie, dont le montant s'élève à 46,6 M€.

Viennent s'ajouter une part de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) au titre des dépenses d'allocation du RSA (61 M€) et une dotation de l'Etat, le fonds de mobilisation pour l'insertion (FMDI) qui s'élève à 5,6 M€ en 2021.

▪ La fiscalité indirecte constitue une part importante des ressources départementales. Ainsi, en 2021, hors panier fiscal, elle représente 32,1 % des recettes de fonctionnement (29,5 % en 2020). Elle se compose essentiellement des droits de mutation à titre onéreux (DMTO), de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) et de la TICPE. Ces trois postes représentent à eux seuls 88,3 % de la fiscalité indirecte.

- Les DMTO représentent à eux seuls près de la moitié des ressources de la fiscalité indirecte. La loi de finances pour 2014 a ouvert aux Départements le droit d'augmenter leur taux sur l'assiette des DMTO de 3,8 % à 4,5 %. En 2021, seuls 3 Départements de France métropolitaine ont maintenu leur taux à 3,80 % dont l'Isère. Pour l'Isère, le produit de cette taxe augmente fortement de +27,7 % en 2021 (+27 % en moyenne pour l'ensemble des Départements⁶), pour atteindre 236,1 M€.



- Les Départements disposent de fractions de taux de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA), pour couvrir les charges transférées. La TSCA perçue en 2021 s'élève à 79,2 M€. Elle est complétée par une part prélevée sur la TICPE à hauteur de 11,6 M€ pour 2021.
- En 2021, le Département est bénéficiaire du fonds de péréquation des DMTO (fusion des précédents fonds DMTO créés en 2011 et 2014) pour 18,9 M€ et contributeur pour 21,2 M€, soit un solde négatif de -2,4 M€. A noter que le Département est également contributeur au titre du fonds de péréquation de la CVAE pour un montant de +2,2 M€.
- D'autres taxes sont perçues par le Département : taxe d'aménagement, taxe sur l'électricité, sur les remontées mécaniques, taxe additionnelle à la taxe de séjour et taxe sur l'énergie hydraulique. A total, cette fiscalité indirecte représente 2,4 % des recettes de fonctionnement.

⁶ Rapport de l'observatoire des finances locales – DGCL – juillet 2022

3 - la dette propre et la dette garantie

⇒ La dette propre

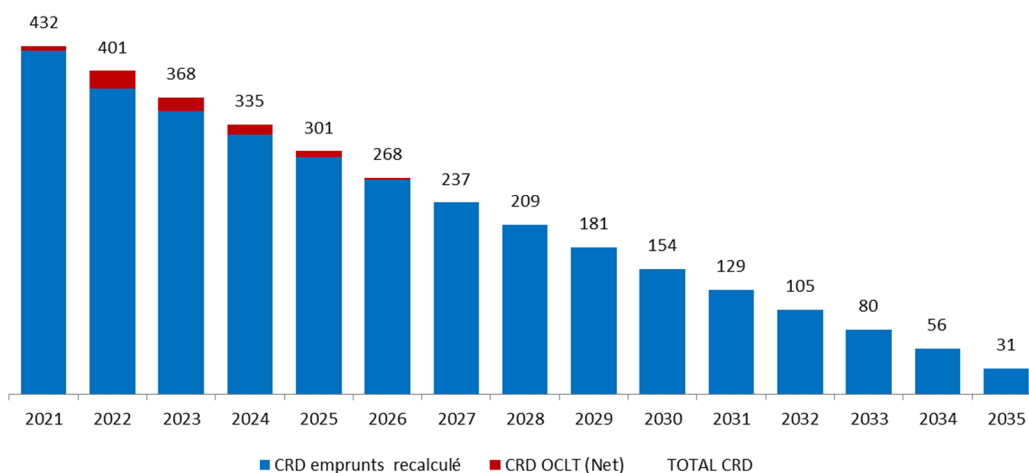
Au 31 décembre 2021, l'encours de dette propre bancaire du Département s'élève à 431,5 M€. La capacité de désendettement de la collectivité se situe à 1,9 an (encours de la dette rapporté à l'épargne brute).

Profil du stock de la dette :

		Emprunts	OCLT
Capital restant dû au 01-01	431 543 240 €	426 543 240 €	5 000 000 €
Capital restant dû en tenant compte des non-encaissés	481 543 240 €	476 543 240 €	
Gissler	1A	1A	1A
Nombre d'opérations	44	41	3
Nombre de prêteurs	10	9	2
Taux actuariel de la dette au 01-01 (<i>hors reports</i>)		0,84%	
Taux moyen pondéré des emprunts signés en 2021		0,57%	

Profil d'extinction de la dette, comprenant les emprunts « classiques » et les OCLT (crédits de type revolving).

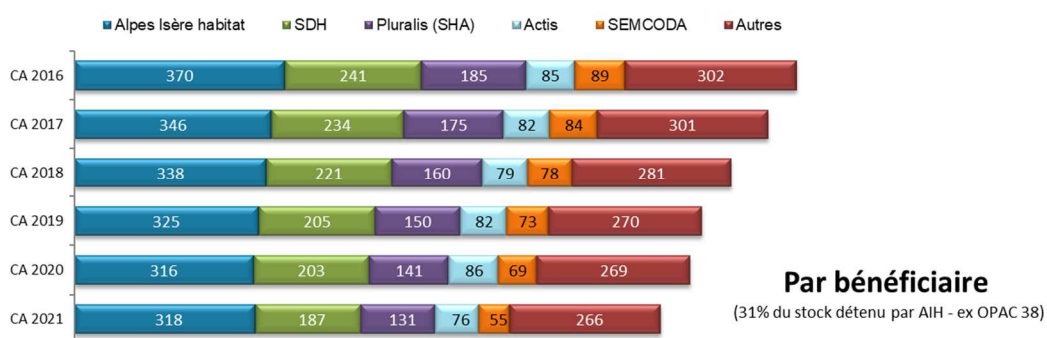
Profil d'extinction au 31/12/2021



⇒ La dette garantie

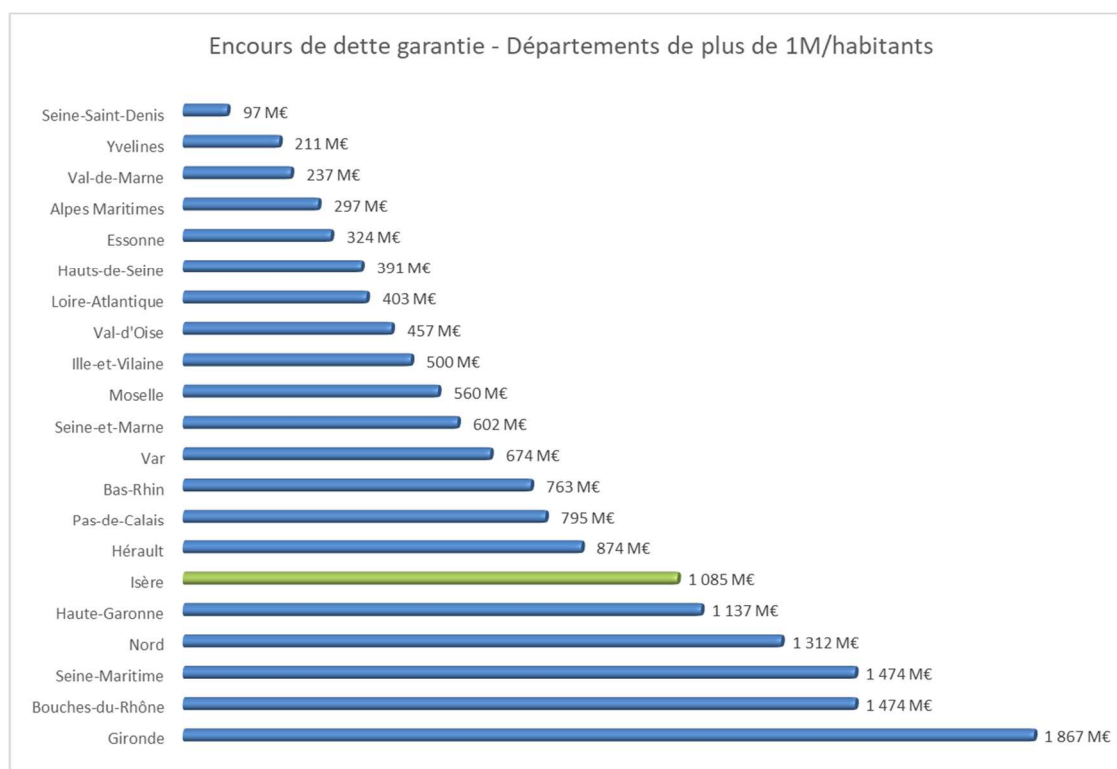
Par ailleurs, l'Isère accorde des garanties d'emprunts à d'autres structures : 1 033,2 M€ de capital restant dû étaient ainsi garantis au 31/12/2021 (-4,7 %) dont 77,6 % liés aux opérations de logement social.

L'évolution de l'encours de dette des principaux bailleurs, qui représente les 3/4 du capital restant dû (CRD) au 31/12/2021, est la suivante :



En 2020, le montant de la dette garantie par l'Isère est de 1,5 fois supérieur à la moyenne des Départements de taille comparable.

Ainsi, au 31/12/2020^(*), 20 Départements de plus de 1 million d'habitants garantissaient 722 M€ en moyenne, contre 1 085 M€ pour l'Isère.



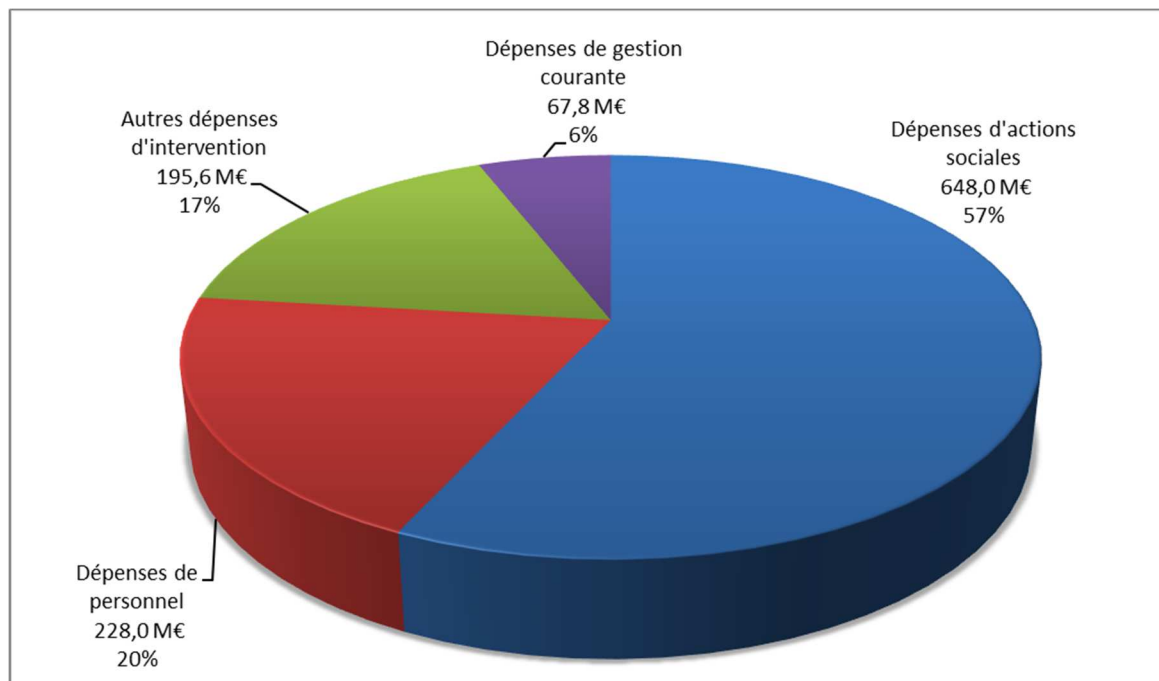
(*) Données 2021 des Départements non disponibles

L'assemblée départementale s'est toutefois fixé comme objectif de réduire progressivement sa dette garantie (délibérations du 17 décembre 2015 et du 12 avril 2019, modifiant les modalités d'octroi et de réitération des garanties d'emprunts au logement social et à l'hébergement social). Il est à noter qu'une diminution du stock de la dette garantie est constatée depuis 2015 : -19,4 % entre 2015 et 2021, soit une baisse de 248,2 M€.

4 - les dépenses de fonctionnement en 2021

Les dépenses totales de fonctionnement du budget principal - dépenses de gestion et charges financières - s'élèvent à 1 139,4 M€ en 2021, en hausse de +5,0 % par rapport à 2020.

Structure et répartition des dépenses de fonctionnement en 2021 :



Les dépenses de gestion courante s'établissent à 67,8 M€, en hausse de +7,9 % par rapport à 2020 (hausse notamment sur les transports scolaires).

Les dépenses sociales hors frais de personnel s'élèvent à 648,0 M€ (+4,9 %). Elles représentent plus de la moitié des dépenses de fonctionnement (56,9 %). En 2021, le nombre d'allocataires du RSA pris en charge par le Département a baissé de -8,3 %, alors que le nombre de bénéficiaires de l'APA a augmenté de +3,9 %.

Il s'agit plus particulièrement de :

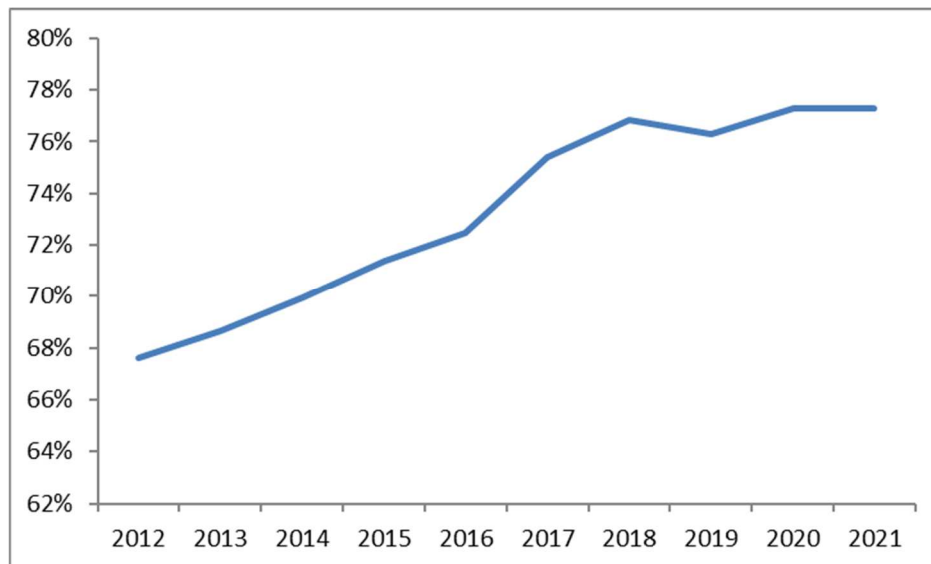
RSA : allocation et insertion	145,0 M€	-0,5 %
dont 138,5 M€ d'allocation (-1,6 %)		
l'aide à l'enfance :	126,5 M€	+4,5 %
l'aide aux personnes âgées :	191,0 M€	+7,0 %
l'aide aux personnes handicapées :	174,0 M€	+8,0 %

Il est à noter que les seules compétences d'allocations individuelles de solidarité transférées au Département par l'Etat représentent un reste à charge non compensé de l'ordre de 184 M€ en 2021.

Les frais de personnel s'élèvent à 228,0 M€, soit une hausse de +3,2 % liée principalement à la dynamique des effectifs (recrutements, vacataires vaccination...) pour faire face à la crise sanitaire.

Les charges contraintes, relatives aux frais de personnel et aux dépenses de solidarité représentent plus des $\frac{3}{4}$ des dépenses de fonctionnement en 2021. Sur une période de 10 ans, ce coefficient de rigidité passe de 68 % en 2012 à 77 % en 2021.

Evolution des charges contraintes (personnel et dépenses sociales) :

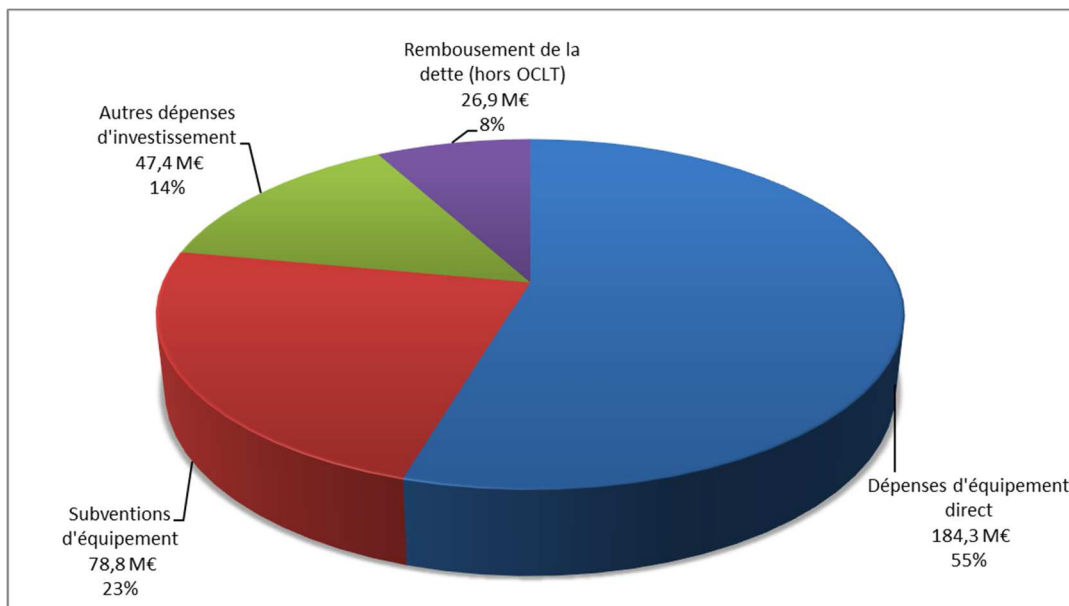


L'inflexion entre 2018 et 2019 est liée à la baisse du nombre d'allocataires du RSA et à la mise en place du paiement net de l'hébergement des personnes âgées et des personnes handicapées

Les autres dépenses d'intervention sont en hausse de +6,5 % (hausse des dépenses liées à la crise sanitaire, notamment en faveur des collèges) et s'élèvent à 192,0 M€ (16,9 % des dépenses). Ces autres dépenses d'intervention regroupent notamment les domaines des transports, de la culture, des collèges, ainsi que la participation au service départemental d'incendie et de secours (SDIS). A noter que cette participation a été augmentée de +2,8 % en 2021.

5 - les dépenses et recettes d'investissement en 2021

⇒ Structure et répartition des dépenses d'investissement en 2021 :

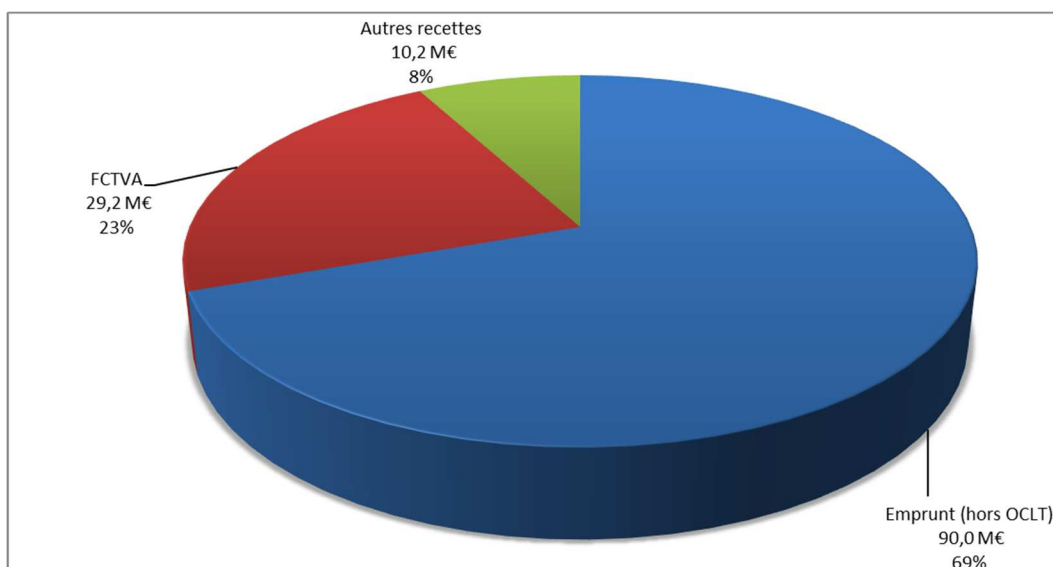


Les dépenses d'investissement de l'Isère, sur son budget principal, s'établissent à 365,5 M€, ramenées, hors remboursement d'emprunt et hors OCLT, à 310,6 M€ (-1,2 %).

Les dépenses d'équipement directes - c'est-à-dire celles qui enrichissent le patrimoine départemental - atteignent 184,3 M€ (-5,9 %). Elles représentent 59,3 % des dépenses d'investissement hors emprunt.

Les autres dépenses d'investissement, 126,3 M€ sont essentiellement composées de subventions d'équipement versées (78,8 M€). Les subventions d'équipement aux communes et aux groupements de communes représentent 62,8 % de ces subventions d'équipement, soit 49,5 M€.

⇒ Structure et répartition des recettes d'investissement en 2021 :



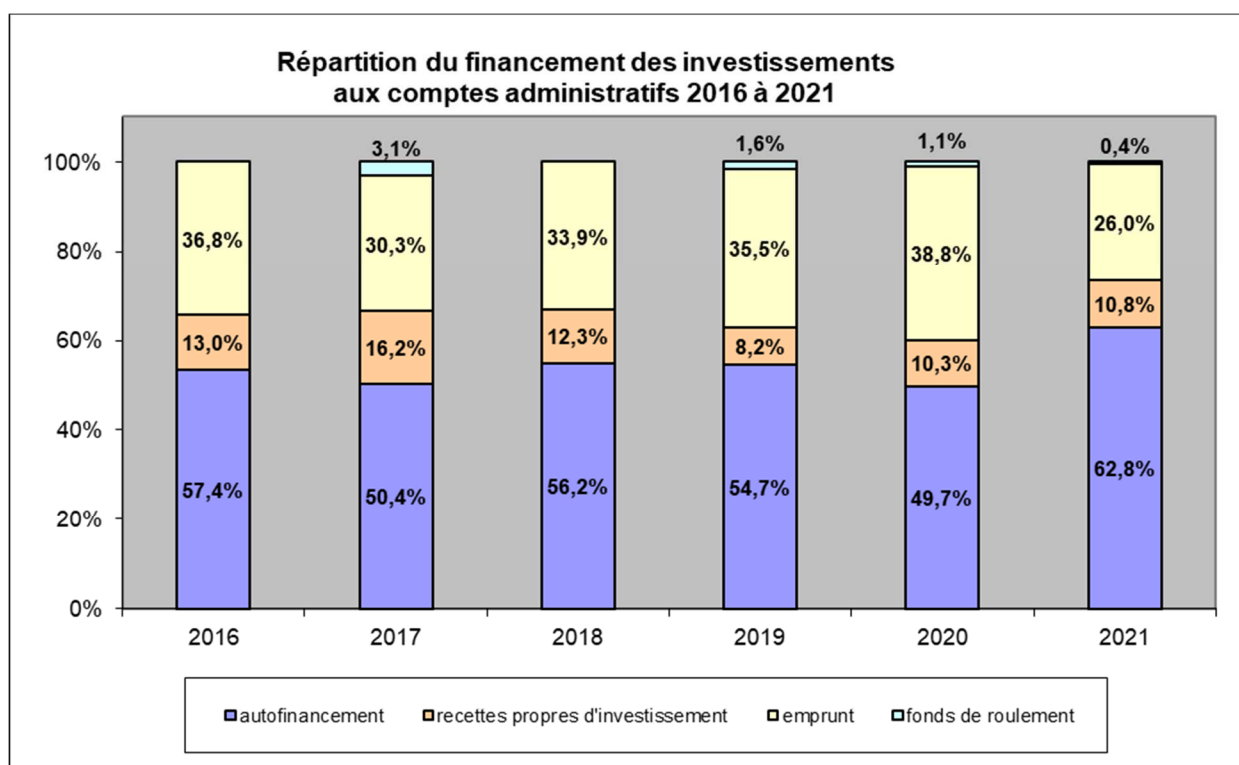
Les recettes d'investissement atteignent 134,4 M€ dont 95 M€ d'emprunt (90 M€ d'emprunt classique et 5 M€ de tirage sur l'OCLT).

Les ressources d'investissement hors dette s'élèvent à 39,4 M€. Elles sont composées principalement de participations et de subventions reçues et du fonds de compensation de la TVA (FCTVA).

➤ Financement des investissements en 2021 :

Les ressources propres (épargne brute et ressources d'investissement), atteignent 269,0 M€ et s'avèrent insuffisantes pour financer les 365,5 M€ de dépenses d'investissement.

Ce besoin de financement est complété par un recours à l'emprunt de 95,0 M€ et par un prélèvement sur le fonds de roulement de 1,5 M€.



⇒ Un contexte national difficile et des tensions géopolitiques

Après une année 2021 plutôt favorable aux collectivités territoriales, le contexte sanitaire et les tensions internationales vont peser en 2022 sur les finances publiques nationales avec des prévisions inquiétantes sur les hausses de l'inflation et des taux d'intérêt, conjuguées avec une croissance prévisionnelle moins dynamique qu'en 2021.

Les finances publiques seront mises à contribution pour pallier ces crises, avec des mesures de l'Etat en faveur du pouvoir d'achat, de la hausse des minima sociaux, de la revalorisation des salaires, etc. Autant de mesures qui viendront augmenter le besoin de financement de l'Etat, déjà fortement endetté (112,9 % du PIB à fin 2021), et qui va vraisemblablement aussi se tourner vers les collectivités locales, en meilleure santé financière.

⇒ Des points de vigilance et des difficultés attendues pour les collectivités locales

- Il est envisagé de nouveau d'impliquer les collectivités territoriales dans un objectif de maîtrise de la trajectoire des dépenses locales. Pour rappel, le précédent programme de stabilité sur la période 2014 – 2017 s'est traduit par une contribution des collectivités locales d'environ 10 Md€ et de 72 M€ pour le Département, prélevé sur la DGF (soit environ 164 M€ en perte cumulée sur 4 ans).
- La hausse prévue de l'inflation, des prestations sociales, de la rémunération du personnel et des coûts de l'approvisionnement énergétique risquent d'impacter les dépenses, particulièrement en fonctionnement, avec un besoin de financement qui risque de s'accroître.
- Les collectivités seront aussi confrontées à des modifications dans leur mode de financement avec la fin de l'emprunt « bon marché » et de la contractualisation à taux fixe.

⇒ Des marges de manœuvre préservées pour l'avenir

La structure financière du Département reste saine. En effet, avec un niveau d'épargne élevé et un endettement raisonné, le Département maintient sa capacité de financement, au profit des services aux usagers, et dans le même temps poursuit son programme volontariste d'investissement.

Analyse des comptes du Département

La présente étude a été réalisée à partir des **comptes de gestion** du budget principal du Département de 2017 à 2021, et de données nationales issues de la DGCL. Il s'agit d'une approche par compte et non par fonction ou domaine.

Il convient de noter que le compte de gestion comprend des opérations qui n'apparaissent pas dans le compte administratif (opérations non budgétaires), ce qui explique les différences de montants et ratios avec les données du compte administratif.

1 – La situation financière du Département

Le bilan permet de valoriser à l'actif :

- les biens détenus par le Département, les immobilisations incorporelles, corporelles et financières (haut de bilan) ;
- le cycle d'exploitation (créances d'exploitation).

Au passif, il retrace les capitaux permanents et les dettes d'exploitation.

Le bilan du Département s'élève à 7,5 milliards d'euros en valeur brute⁷ :

	2017	2018	2019	2020	2021
bilan net	5 379 807 482	5 515 299 079	5 704 861 917	5 868 269 973	6 027 840 395
amortissements	1 116 209 605	1 188 624 922	1 296 706 917	1 381 731 996	1 504 265 227
bilan brut	6 496 017 087	6 703 924 001	7 001 568 834	7 250 001 969	7 532 105 622

L'actif brut immobilisé est réparti entre 84 % pour les immobilisations d'investissement, 15 % pour les subventions d'investissement et 1% pour les immobilisations financières :

	2017	2018	2019	2020	2021
subventions d'équipement	815 068 951	840 399 614	947 171 665	1 020 236 880	1 099 082 963
immobilisations d'investissement	5 529 388 177	5 691 337 845	5 879 364 833	6 051 639 163	6 230 719 046
immobilisations financières	11 776 869	15 631 270	25 816 447	36 917 753	67 666 004
total actif immobilisé	6 356 233 997	6 547 368 729	6 852 352 945	7 108 793 796	7 397 468 013
part des subventions d'équipement	13%	13%	14%	14%	15%
part de l'équipement propre	87%	87%	86%	85%	84%

Le patrimoine de la collectivité augmente de +4,1 % en 2021.

L'amortissement, soit 1,5 milliard d'euros, représente 20 % de l'actif immobilisé.

Les immobilisations financières correspondent principalement aux prises de participation du Département dans les sociétés d'économie mixte.

Il ressort de ces éléments que l'ensemble des capitaux permanents est supérieur aux actifs immobilisés ce qui permet de dégager un **fonds de roulement positif**.

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
capitaux permanents (a)	6 711 332 210	6 440 654 663	6 644 061 159	6 941 529 786	7 195 211 386	7 477 991 776
actif immobilisé (b)	6 621 840 197	6 356 233 997	6 547 368 729	6 852 352 945	7 108 793 795	7 397 468 013
fonds de roulement (a-b)	89 492 013	84 420 666	96 692 430	89 176 841	86 417 591	80 523 763

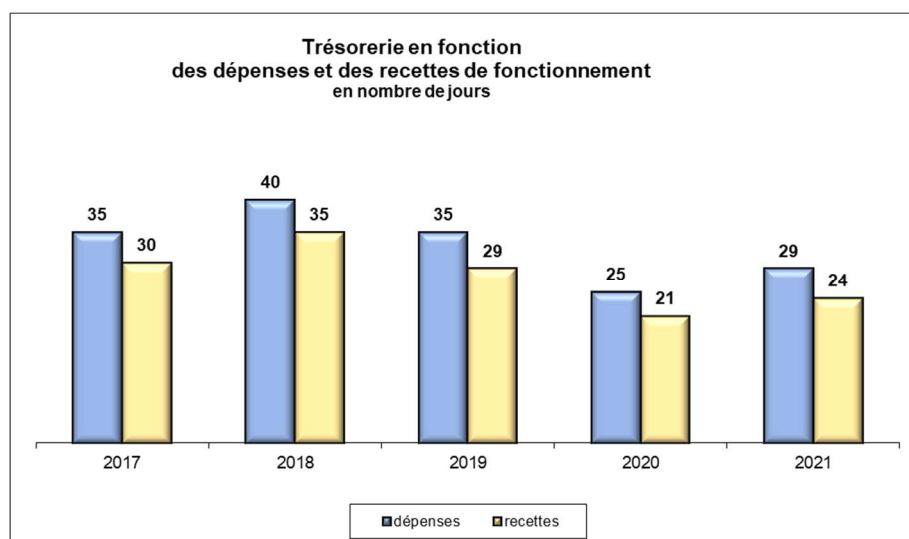
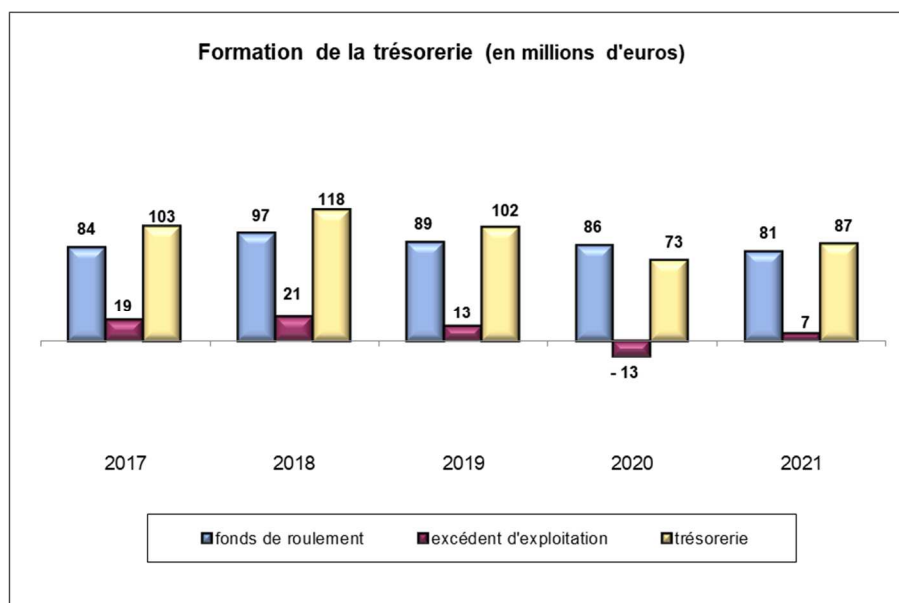
⁷ Le bilan net des amortissements figure en annexe 3

Le fonds de roulement, qui calcule l'écart entre les capitaux permanents et les immobilisations, mesure les moyens financiers stables à moyen et long terme pour financer les investissements futurs du Département. Il est à noter que le fonds de roulement baisse légèrement en 2021 (-5,9 M€).

Le besoin en fonds de roulement (BFR) traduit le solde entre les créances et les dettes d'exploitation. En 2021, l'excédent de financement a pour effet d'augmenter le niveau de trésorerie (+14,5 M€).

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
fonds de roulement	89 492 013	84 420 666	96 692 430	89 159 838	86 417 590	80 523 763
besoin en fonds de roulement	- 36 868 742	- 18 759 189	- 21 362 822	- 13 259 455	13 438 659	- 6 956 350
trésorerie	126 360 755	103 179 855	118 055 252	102 419 293	72 978 931	87 480 113

(*) le besoin en fonds de roulement négatif correspond à un excédent de financement (7 M€ en 2021)

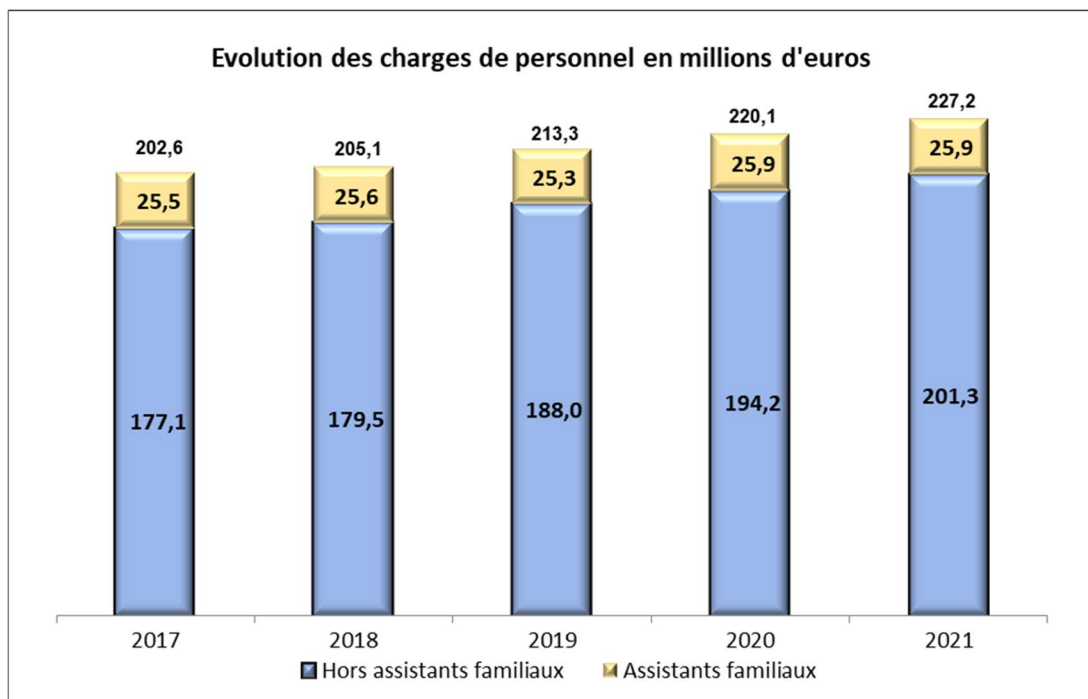


La trésorerie représente 29 jours de dépenses de fonctionnement au 31 décembre 2021.

2 – Compte de gestion – Les charges de personnel

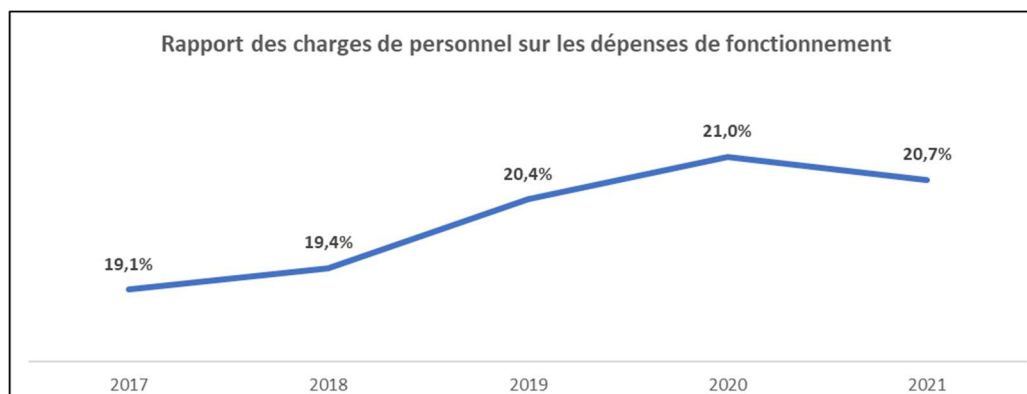
Mode de calcul DGCL : comparatif entre les Départements

Les charges de personnel augmentent de +3,2 % en 2021. Cette hausse est liée à une gestion dynamique des effectifs sous l'effet de la période de crise sanitaire (recrutements et recours aux vacations).



Sur la période 2017 à 2021, les charges de personnel évoluent de +12,2 % dont +13,7 % hors assistants familiaux et +1,7 % pour les assistants familiaux.

Le ratio des charges de personnel sur le total des charges de fonctionnement s'élève en 2021, à 20,7 % pour l'Isère (19,5 % pour les Départements de la même strate). Toutefois, la comparaison entre collectivités est difficile, en l'absence d'indicateurs sur les choix de gestion, notamment sur l'externalisation de certaines missions.



3 – Compte de gestion – Autofinancement et investissement

Mode de calcul DGCL : comparatif entre les Départements

L'épargne brute (différence entre les dépenses et les recettes de fonctionnement) constitue la ressource fondamentale dont dispose le Département pour autofinancer ses besoins en investissements en limitant le recours à l'emprunt. Elle constitue une ressource durable représentant l'excédent de ressources internes dégagées par son activité.

Entre 2020 et 2021, les dépenses de fonctionnement (dont charges financières) du Département augmentent +4,9 % (+1,4 % au niveau national) et les recettes sont en hausse de +6,8 % (+6,6 % au niveau national). En conséquence l'épargne brute est en hausse de +17,0 %, soit nettement moins qu'au niveau national (+44,2 %).

La capacité de financement annuelle est appréciée au travers du taux d'épargne brute (épargne brute rapportée aux recettes réelles de fonctionnement). Elle reflète la capacité de la collectivité à dégager de l'autofinancement sur sa section de fonctionnement. Ce taux d'épargne brute est de 16,9 % pour l'Isère, comparable à la moyenne des Départements (16,4 %).

En investissement, les dépenses hors dette baissent de -1,4 % (+9,4 % au niveau national) et les recettes évoluent à +3,5 % (+7,5 % au niveau national). Le besoin de financement de l'investissement, couvert par une épargne brute forte et en complément, un recours à l'emprunt moindre de -18,2 % (-31,2 % au niveau national).

Le taux d'endettement s'établit à 32,7 % (45,9 % au niveau national) et le délai de désendettement à 1,9 an (2,8 ans au niveau national).

Ces différents indicateurs démontrent que le Département dispose d'une structure financière solide et ainsi d'une bonne capacité à investir pour les années futures.

ANNEXES

1 - **Le compte administratif consolidé 2021** : élaboré par l'ordonnateur, il retrace l'exécution du budget principal et des budgets annexes.

2 - **Le compte administratif du budget principal 2021**, périmètre de l'étude :

- Les mouvements budgétaires correspondent à la somme des mouvements réels et des mouvements d'ordre.
- Les mouvements réels correspondent aux mouvements se traduisant par des encaissements et des décaissements effectifs, hors mouvements rattachés à l'exercice précédent.
- Les mouvements d'ordre correspondent à des jeux d'écriture n'impliquant pas d'encaissements ou de décaissements effectifs.

3 - **Le bilan du compte de gestion du budget principal 2021** : le compte de gestion, établi par le comptable, retrace non seulement les mouvements budgétaires qui apparaissent dans la comptabilité de l'ordonnateur mais, également, les opérations non budgétaires qui en résultent, ainsi que leur recouvrement.

4 - **Les ratios légaux** : les articles L. 3313-1 et R. 3313-1 du Code général des collectivités territoriales font obligation aux Départements de publier en annexe de leurs documents budgétaires une série de 11 ratios, appelés données synthétiques.

5 - **Le tableau général d'équilibre 2017-2021 du budget principal** : le tableau retrace les soldes de gestion, ainsi que l'évolution d'autres agrégats comme l'encours de dette et le fonds de roulement de la collectivité.

6 – **Les organismes satellites principaux du Département** : illustration graphique sous forme de « galaxie » (données 2020).

Département de l'Isère - Budget consolidé

1 - Budget consolidé au compte administratif 2021 - hors reprise des résultats antérieurs

Opérations réelles	Budgets Annexes						Budget principal	Total consolidé
	Boutiques Musées	Laboratoire vétérinaire	Réseau transisère	Cuisine centrale	Aménagement numérique	Total		
Dépenses de fonctionnement	0,25 M€	1,98 M€	50,12 M€	12,41 M€	1,05 M€	65,80 M€	1 139,36 M€	1 205,16 M€
<i>dont flux croisés (1)</i>		1,52 M€	1,11 M€	5,03 M€	0,97 M€	8,63 M€	7,38 M€	16,02 M€
Recettes de fonctionnement	0,22 M€	2,01 M€	54,32 M€	12,10 M€	1,90 M€	70,56 M€	1 368,96 M€	1 439,52 M€
<i>dont flux croisés (1)</i>	0,05 M€	1,21 M€	1,52 M€	4,48 M€	0,12 M€	7,38 M€	8,63 M€	16,02 M€
Dépenses d'investissement			0,42 M€		24,58 M€	24,99 M€	365,53 M€	390,52 M€
<i>dont remboursement de la dette et OCLT (164)</i>							54,95 M€	54,95 M€
dépenses d'investissement (hors emprunt et OCLT)			0,42 M€		24,58 M€	24,99 M€	310,58 M€	335,57 M€
<i>dont dépenses d'équipement (20 21 23)</i>			0,42 M€		24,58 M€	24,99 M€	184,32 M€	209,31 M€
<i>dont subventions versées (204)</i>							78,82 M€	78,82 M€
Recettes d'investissement					39,19 M€	39,19 M€	134,44 M€	173,63 M€
<i>dont emprunt classique et OCLT (164)</i>							95,00 M€	95,00 M€
recettes d'investissement (hors emprunt et OCLT)					39,19 M€	39,19 M€	39,44 M€	78,63 M€
total dépenses	0,25 M€	1,98 M€	50,53 M€	12,41 M€	25,63 M€	90,80 M€	1 504,89 M€	1 595,68 M€
<i>total dépenses hors flux croisés</i>	0,25 M€	0,46 M€	49,42 M€	7,38 M€	24,66 M€	82,16 M€	1 497,50 M€	1 579,66 M€
total recettes	0,22 M€	2,01 M€	54,32 M€	12,10 M€	41,09 M€	109,75 M€	1 503,40 M€	1 613,15 M€
<i>total recettes hors flux croisés</i>	0,17 M€	0,80 M€	52,80 M€	7,62 M€	40,97 M€	102,36 M€	1 494,76 M€	1 597,13 M€
Résultat de l'exercice avant reprise (Variation de fonds de roulement entre 2020 et 2021)	-0,02 M€	0,04 M€	3,79 M€	-0,31 M€	15,46 M€	18,95 M€	-1,49 M€	17,46 M€

(1) subventions d'équilibre et remboursements de frais entre le budget principal et les budgets annexes, de mêmes montants en dépenses et en recettes

Département de l'Isère - Budget principal

2. Balance générale du compte administratif 2021

Opérations budgétaires par chapitre hors reprise des résultats 2019 (001 et 002)		Nomenclature comptable		Mouvements budgétaires		Mouvements réels		Mouvements d'ordre	
				Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Section d'investissement									
	Revenu minimum d'insertion	010							
	Revenu de solidarité active	018	82 100,00			82 100,00			
	Dépenses imprévues (*)	020							
	Virement de la section de fonct.-recette (*)	021							
	Produit des cessions d'immobilisations (*)	024							
	Opération d'ordre entre sections	040	9 149 999,45	127 311 109,22				9 149 999,45	127 311 109,22
	Opérations patrimoniales	041	59 991 236,48	59 991 236,48				59 991 236,48	59 991 236,48
	Dotations, fonds divers et réserves	10	0,00	91 042 639,36			91 042 639,36		
	Subventions d'investissement	13	13 622,98	9 862 999,51		13 622,98	9 862 999,51		
	Emprunts et dettes assimilées	16	71 101 175,61	95 000 000,00		71 101 175,61	95 000 000,00		
	Immobilisations incorporelles	20	8 651 884,79	9 016,80		8 651 884,79	9 016,80		
	Subventions d'équipement versées	204	78 816 547,94	52 565,08		78 816 547,94	52 565,08		
	Immobilisations corporelles	21	15 128 119,84	5 735,96		15 128 119,84	5 735,96		
	Immobilisations en cours	23	160 537 806,53	132 167,41		160 537 806,53	132 167,41		
	Autres mises en affectation	24							
	Participations et créance	26	40 000,00			40 000,00			
	Autres immobilisations financières	27	30 745 011,44	36 760,00		30 745 011,44	36 760,00		
	Opérations sous mandat	458xx	413 261,96	146 908,96		413 261,96	146 908,96		
Total section d'investissement			434 670 767,02	383 591 138,78		365 529 531,09	196 288 793,08	69 141 235,93	187 302 345,70
Section de fonctionnement									
	Charges à caractère général	011	73 753 295,04	0,00		73 753 295,04			
	Charges de personnel et frais assimilés	012	216 426 799,50	0,00		216 426 799,50			
	Atténuation de charges	013	0,00	736 486,83			736 486,83		
	Atténuations de produits	014	37 634 548,66	0,00		37 634 548,66			
	Revenu minimum d'insertion	015	42 862,91	0,00		42 862,91			
	Allocation Personnalisée d'Autonomie	016	152 806 207,48	49 728 237,48		152 806 207,48	49 728 237,48		
	Revenu de solidarité active	017	148 456 658,01	1 679 834,20		148 456 658,01	1 679 834,20		
	Virement à la section d'invest.-dépense (*)	023							
	Dépenses imprévues (*)	022							
	Opération d'ordre entre sections	042	127 311 109,22	9 149 999,45				127 311 109,22	9 149 999,45
	Autres charges de gestion courante	65	501 589 464,67			501 589 464,67			
	dont Subventions de fonctionnement (chapitre 65)	657	34 643 678,77			34 643 678,77			
	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	6586	625 299,01			625 299,01			
	Charges financières	66	3 551 193,93			3 551 193,93			
	Charges exceptionnelles	67	1 743 462,73			1 743 462,73			
	68 Dotations aux amortissements	68	2 726 508,00			2 726 508,00			
	Produits des services	70		16 542 307,73			16 542 307,73		
	Impôts et taxes	73		856 897 733,29			856 897 733,29		
	Impositions directes	731		150 212 206,00			150 212 206,00		
	Dotations, subventions et participations	74		248 686 663,60			248 686 663,60		
	Autres produits de gestion courante	75		31 030 225,68			31 030 225,68		
	Produits financiers	76		347 674,80			347 674,80		
	Produits exceptionnels	77		5 661 391,60			5 661 391,60		
	Reprises sur amortissements et provisions	78		7 437 075,26			7 437 075,26		
Total section de fonctionnement			1 266 667 409,16	1 378 109 835,92		1 139 356 299,94	1 368 959 836,47	127 311 109,22	9 149 999,45
Total général			1 701 338 176,18	1 761 700 974,70		1 504 885 831,03	1 565 248 629,55	196 452 345,15	196 452 345,15
Résultat de l'exercice 2021			60 362 798,52						
Reprise des excédents et déficit de 2020			10 220 378,12						
Résultat de clôture 2021 (fonds de roulement)			70 583 176,64						

(*) chapitres ne donnant pas lieu à l'émission de titres et de mandats

Département de l'Isère

3. Bilan du compte de gestion 2021

Tableau : bilan au 31 décembre 2021

Bilan extrait du compte de gestion, document établi par le Payeur Départemental

	Nomenclature comptable M52	31 décembre 2021
ACTIF		
I Actif immobilisé (actif net)		
Subventions d'équipement versées	204	681 390 795,67
Autres immobilisations incorporelles	20	17 614 323,16
<i>* Immobilisations corporelles</i>		
<i>1) en toute propriété</i>		
Terrains	211 2128	71 088 158,86
Constructions	213	461 543 870,88
Constructions sur sol d'autrui	214	30 093 513,81
Réseaux et installations de voirie, rés. Divers	215	3 805 978 159,91
Œuvres d'art	216	16 243 386,46
Autres immobilisations corporelles	218 2157	31 258 103,08
Immobilisations en cours	23	313 115 125,02
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	248	46 342 378,99
<i>2) reçues par une mise à disposition</i>		
Constructions	217	330 121 428,83
Constructions sur sol d'autrui	214	139 513,50
Réseaux et installations de voirie, rés. divers	21753	23 799 037,89
Autres Immobilisations corporelles	21757 2178	
<i>* Immobilisations financières</i>		
Participations et créances rattachées	26	4 232 037,91
Autres titres immobilisés	27	136 425,96
Avances et garanties d'emprunts	2761	
Prêts	2748	4 180 000,00
Autres créances	275 2763	55 926 526,12
Total I		5 893 202 786,05
II Actif circulant		
<i>* Créances</i>		
Redevables et comptes rattachés	41	578 145,43
Créances douteuses et irrécouvrables	4161	
Créances sur Etat et collectivités publiques	44	5 628 405,53
Créances sur les budgets annexes	45	2 339 398,94
Opérations pour le compte de tiers	45	428 598,47
Autres créances	46	27 075 733,36
Disponibilités	51 54	87 480 112,67
Total II		123 530 394,40
III Comptes de régularisation		
Primes de remboursement des obligations		
Dépenses à classer ou à régulariser	47	11 107 214,23
Total III		11 107 214,23
Total de l'actif		6 027 840 394,68

Sources : compte de gestion 2021 – Valeur nette

Département de l'Isère

	<i>Nomenclature comptable M52</i>	31 décembre 2021
PASSIF		
I Fonds propres		
<i>* Fonds internes</i>		
Dotations	10	2 149 455 287,08
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	1027	93 146 411,06
Compte de liaison : affectation	181	17 003,20
Réserves	106	2 677 545 257,85
Report à nouveau	110	44 812 107,15
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	12	111 442 426,76
Subventions transférables	131	53 518 583,44
Différences sur réalisations d'immobilisations	19	-531 790 155,93
<i>*Autres fonds</i>		
Fonds globalisés	13	724 831 971,73
Subventions non transférables	132	149 161 924,06
Droit du remettant (transferts de compétences)	249	85 514,02
Total I		5 472 226 330,42
II Provisions pour pertes et charges		
Provisions pour risques	15	5 764 674,69
Provisions pour charge	15	100 000,00
Total II		5 864 674,69
III Dettes		
<i>* Dettes financières</i>		
Emprunts obligataires	163	
Emprunts des établissements de crédit	164	432 104 538,89
Autres emprunts	165	63 531 004,80
<i>* Dettes diverses</i>		
Fournisseurs et comptes rattachés	40	14 853 092,11
Dettes fiscales et sociales	42 44	847 123,71
Dettes envers l'Etat et les collectivités publiques (opérations particulières)	44	
Opérations pour le compte de la CE , deniers des pupilles , fonds gérés par le CE	45	
Dette envers les budgets annexes	45	2 447 168,43
Opérations pour le compte de tiers	45	105 000,00
Autres dettes	46	901 836,65
Fournisseurs d'immobilisations	404	2 001 955,00
Ordres de paiement		
Total III		516 791 719,59
IV Comptes de régularisation		
Dépenses à l'étranger ou en instance de règlement	47	
Recettes à classer ou à régulariser	47	32 957 669,98
Total IV		32 957 669,98
Total du passif		6 027 840 394,68

Sources : compte de gestion 2021 – Valeur nette

4. Données synthétiques sur la situation financière du Département

Intitulé du ratio et signification		2021
<i>Population de l'Isère 1 288 406 habitants (population municipale totale INSEE au 1er janvier 2021)</i>		
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population Mesure du niveau de service rendu	884 €/hab.
2	Produit des impositions directes / population Mesure de l'importance des recettes émanant du contribuable départemental	117 €/hab.
3	Recettes réelles de fonctionnement / population Mesure des moyens financiers récurrents	1 063 €/hab.
4	Dépenses d'équipement brut / population Mesure de l'effort d'équipement	143 €/hab.
4 bis	Dépenses d'équipement brut + subventions d'équipement allouées / population Mesure de l'effort d'équipement	205 €/hab.
5	Encours de dette au 31 décembre / population Mesure de l'endettement	335 €/hab.
6	Dotations globales de fonctionnement / population Mesure de la principale des dotations de l'Etat versées aux départements	127 €/hab.
7	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement Mesure relative des charges de personnels qui se caractérisent par leur grande rigidité (statut de la fonction publique territoriale,...)	20,01%
9	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement en capital de la dette / recettes réelles de fonctionnement Mesure de la marge de manœuvre relative pour dégager de l'autofinancement	85,20%
10	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement Mesure du poids relatif de l'investissement au sein du budget	13,49%
10 bis	Dépenses d'équipement brut + subventions d'équipement versées / recettes réelles de fonctionnement (hors excédent reporté) Mesure du poids relatif de l'investissement au sein du budget	19,25%
11	Encours de dette au 31 décembre / recettes réelles de fonctionnement Mesure du poids de la dette par rapport aux recettes courantes	31,52%

Données des comptes administratifs

Sources : compte administratif 2021

5. Les grandes masses budgétaires et financières 2017-2021

(en millions d'euros courants)

Budget principal - Comptes administratifs

	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2020>2021
(1) Recettes de fonctionnement	1 252,3	1 276,4	1 308,9	1 275,4	1 369,0	7,3%
<i>dont imposition directe (chapitre 731)</i>	408,5	410,2	425,2	436,3	150,2	-65,6%
<i>dont fraction de TVA (compensation de la perte de la TF)</i>					286,9	
<i>dont fiscalité compensée suite à la réforme, hors part DMTO</i>	147,7	150,0	153,0	157,8	177,0	12,2%
<i>dont dotations de l'Etat (DGF, DGD et compensations fiscales)</i>	180,2	179,7	178,4	171,3	170,0	-0,8%
<i>dont recouvrements sur bénéficiaires, tiers payants et successions</i>	47,4	52,1	43,5	24,8	24,2	-2,4%
<i>dont droits de mutation et de publicité foncière, y compris part Etat pour compensation fiscale dès 2011</i>	166,2	167,7	189,3	185,0	236,1	27,7%
<i>dont TICPE (compensation allocation RSA)</i>	67,4	67,2	66,8	66,6	66,6	0,0%
<i>dont taxe sur les conventions d'assurance et transferts versés sur TICPE (hors fiscalité compensée)</i>	81,1	80,9	86,6	86,4	90,8	5,1%
<i>dont autres recettes</i>	153,7	168,5	166,1	147,2	167,0	13,5%
(2) Dépenses de gestion	1 092,9	1 092,9	1 084,8	1 081,9	1 135,8	5,0%
<i>dont personnel</i>	202,9	205,6	213,8	221,0	228,0	3,2%
<i>dont dépenses d'intervention</i>	741,6	752,7	737,1	743,5	778,2	4,7%
<i>dont transports</i>	40,7	30,9	27,9	18,6	26,0	39,7%
<i>dont autres dépenses</i>	107,7	103,7	106,1	98,8	103,6	4,9%
(3)=(1-2) Epargne de gestion	159,3	183,5	224,1	193,6	233,2	20,4%
(4) Frais financiers liés à la dette	1,5	2,1	2,4	3,3	3,6	8,4%
(5)=(3-4) Epargne brute	157,8	181,4	221,7	190,3	229,6	20,6%
(6) Recettes définitives d'investissement	50,7	39,6	33,2	39,5	39,4	-0,2%
<i>dont participations et subventions reçues</i>	50,4	39,5	31,6	39,2	39,3	0,1%
<i>dont autres recettes définitives</i>	0,3	0,2	1,6	0,3	0,2	-40,5%
(7)=(5+6) Financement propre disponible avant emprunt	208,5	221,1	255,0	229,8	269,0	17,1%
(8) Dépenses d'investissement	231,2	262,7	333,8	314,2	310,6	-1,2%
<i>dont dépenses d'équipement</i>	132,9	132,1	193,3	195,9	184,3	-5,9%
<i>dont subventions d'équipement</i>	80,1	99,6	111,3	90,9	78,8	-13,3%
<i>dont autres dépenses d'investissement</i>	18,1	31,0	29,2	27,4	47,4	73,1%
(9) Remboursement du capital de la dette*	82,0	60,3	71,5	68,3	54,9	-19,5%
(10)=(8+9-7) Besoin de financement	104,6	102,0	150,3	152,7	96,5	-36,8%
(11) Emprunt*	95,0	109,5	144,0	148,5	95,0	-36,0%
Fonds de roulement au 1er Janvier	79,5	75,1	82,6	76,3	72,1	
Fonds de roulement au 31 décembre	69,9	82,6	76,3	72,1	70,6	
Variation de fonds de roulement	-9,6	7,5	-6,3	-4,2	-1,5	
Encours de la dette au 31 décembre*	189,6	238,7	311,3	391,5	431,5	10,2%

*y compris OCLT

ANNEXE 6 : Organismes satellites principaux du Département de l'Isère

